

# [ La newsletter de la CES ]



## Dans ce numéro

- 3 L'emploi : la priorité des priorités – Entretien avec Józef Niemiec, secrétaire général adjoint de la CES
- 4 L'UE à la loupe
- 5 Calendrier européen
- 6 Ça peut vous intéresser
- 6 Calendrier syndical

## Le chiffre du mois

### La Grèce durcit l'austérité

Le gouvernement grec prévoit de nouvelles coupes dans les salaires et les retraites, afin de réaliser **11,7 milliards d'euros d'économies budgétaires supplémentaires**, dans le cadre de négociations toujours en cours avec la « troïka » (Fond monétaire international, Banque centrale européenne, Commission européenne).

(Source : Le Monde)

## A noter



**Cher(e)s lecteur(trice)s,**



Aujourd'hui, l'Europe est prise au piège de l'austérité. Certains pays ont atteint la limite de ce qu'ils pouvaient supporter. L'anxiété sociale est très forte et se traduit par de nombreux mouvements de protestation. L'Union européenne et ses États membres s'obstinent à faire fausse route. Or, l'Union européenne ne sortira de la spirale de crise dans laquelle elle est embourbée qu'en posant des choix politiques forts.

Il faut parler de la dette sociale. Cette dette est centrale si on veut sauver l'Europe. Il y a urgence sociale dans les pays du Sud et les inégalités progressent. Les programmes imposés aux pays en difficulté, mais aussi à d'autres pays qui veulent se conformer aux critères, se concentrent sur les coupes budgétaires qui affectent les plus modestes, réduisent la protection sociale et ébranlent les relations industrielles. Ces programmes brisent le modèle social qui a fait de l'Europe un endroit où il fait bon vivre. Le Président d'un de nos membres grecs nous a informés de ce que des zones franches sont en cours de création dans des pays d'Europe du Sud qui entreront ensuite en concurrence avec ceux du Nord qui, pour le moment, s'en sortent mieux. Il y a du vrai dans ce qu'il dit : ce que subissent aujourd'hui les travailleurs en Grèce, au Portugal, en Irlande et en Espagne fera tôt ou tard boomerang et affectera les travailleurs dans le Nord.

L'austérité ne conduit pas uniquement à l'urgence sociale ; l'austérité aggrave aussi la situation des finances publiques. Pour ne donner qu'un simple exemple, même si la Grèce ou l'Espagne connaissaient un déficit nul, leur ratio d'endettement exploserait malgré tout parce que leur PIB et leur activité économique se sont complètement effondrés.

Nous sommes face à une situation dans laquelle le capital n'a pas souffert de la crise et où ses opérations sont toujours totalement protégées. La Commission, le Conseil et la BCE appellent à des réformes structurelles, à des réductions des salaires minimum et des pensions et à des coupes dans les allocations de chômage. Mais rien n'est fait concernant une base imposable minimum pour les entreprises ou une fiscalisation du capital alors que, et c'est le moins que l'on puisse dire, de nombreux pays traînent des pieds concernant une taxe sur les transactions financières. Les banques peuvent manipuler les taux d'intérêt dans leurs confortables bureaux et rien ne bouge.

Nous soutenons le progrès social, pas le démantèlement social. Nous sommes opposés au traité budgétaire qui n'offre aucune solution. Le Pacte de croissance est une bonne chose dans la mesure où il accorde une place centrale à la croissance et à l'emploi mais son contenu est beaucoup trop insuffisant pour être efficace.

Nous militons pour un Contrat social pour l'Europe. Alors que des discussions sont en cours au sujet d'un nouveau traité, les responsables doivent réaliser que nous sommes sérieux lorsque nous exigeons que priorité soit donnée aux droits sociaux par rapport aux libertés économiques. Nous ferons usage de notre force pour provoquer un changement de cap. Une voie de sortie de crise durable présuppose le renforcement de politiques qui contribuent à la réduction des diverses formes d'inégalité et renversent la tendance à une concentration excessive des richesses.

**Bernadette Ségol,**  
Secrétaire générale de la CES





## [Interview]

# L'emploi : la priorité des priorités pour le syndicat européen

Entretien avec Józef Niemiec, secrétaire général adjoint de la CES, en charge de l'emploi

***Avec plus de 25 millions de personnes au chômage en Europe, l'emploi est la priorité des priorités pour le syndicat européen. En est-il de même pour les institutions européennes ?***

**Józef Niemiec (JN) :** Les dernières statistiques du chômage dans l'Union européenne sont désastreuses. D'après Eurostat, le chômage en Europe n'a cessé d'augmenter à un rythme soutenu, chaque mois, depuis un an. Il atteint maintenant des niveaux record. Aujourd'hui, plus de 25 millions de personnes, à savoir 10,5% de la population active, sont sans emploi.

Le récent rapport de l'Organisation internationale du travail (OIT) « Dernières Tendances mondiales de l'emploi » souligne, de manière irréfutable, que le pire est encore à venir. Après quatre années de coupes budgétaires, les perspectives économiques restent sombres, la zone euro se rapproche d'une récession en double creux. Ce qui confirme les mises en garde de la CES quant au risque de voir l'austérité généralisée et les réductions de déficit trop importantes étouffer l'économie dans son ensemble. Cette situation, qui cache des situations individuelles et collectives de désespoir, de colère, voire des véritables tragédies personnelles, est inacceptable et appelle une réaction forte, notamment de la part des institutions européennes. Il est fondamental qu'elles se saisissent pleinement de ce sentiment d'urgence et qu'elles décident de passer à l'action. L'approche adoptée, jusqu'à présent, par les institutions européennes en matière d'emploi a été insatisfaisante. Bien que nous estimions que certaines des propositions présentées par la Commission européenne dans le Paquet emploi – entre autres – méritent d'être approfondies, les responsables politiques européens continuent à viser la mauvaise cible. Les réformes



structurelles du marché du travail caractérisées par la déréglementation de la législation en matière de protection de l'emploi sapent, voire démantèlent les systèmes de négociations collectives, favorisent des marchés du travail toujours plus flexibles et des politiques augmentant le travail précaire. Cette méthode ne créera pas de nouveaux emplois. Au contraire, ces réformes remplaceront les emplois de qualité par des emplois médiocres, ce qui augmentera le sentiment d'insécurité des travailleurs européens. Sans un abandon de l'austérité et des coupes budgétaires à répétition, nous n'aurons pas de création d'emplois, mais une destruction ! Aucune politique de l'emploi ne peut compenser des politiques économiques défailtantes. Nous avons eu l'occasion de répéter ce

message lors de l'importante conférence « Des emplois pour l'Europe » organisée les 6 et 7 septembre dernier par la Commission européenne.

***Lors de cette conférence, de nombreux responsables politiques européens, des représentants du monde académique, ainsi que les partenaires sociaux européens se sont réunis pour discuter de la mise en œuvre du « Paquet Emploi ». Quelles ont été les conclusions de cette conférence ?***

**JN :** Le ton et le contenu d'un certain nombre d'interventions nous permettent d'espérer – enfin ! – que la précarité et l'anxiété sociale causées par le chômage commencent à trouver un écho politique. Bernadette Ségol, la secrétaire générale de la CES, a également salué les suggestions qui ont été avancées afin de favoriser les investissements dans les secteurs à haut potentiel d'emploi, ainsi que dans la lutte contre les freins à l'emploi des femmes et contre la mise à l'écart



## [Interview]

### L'emploi : Entretien avec Józef Niemiec (suite)

des travailleurs âgés. De même, nous partageons totalement les préoccupations relatives au chômage des jeunes. Concernant le chômage des jeunes, je tiens à signaler que d'après le rapport de l'OIT, je cite, « *les systèmes de garantie d'emploi et la priorité accordée à la formation pourraient contribuer à sortir les chômeurs de la rue pour les intégrer à des activités utiles, leur offrant une protection contre de nouvelles tensions économiques* ». D'après la même étude, « *ces garanties pour les jeunes peuvent être instaurées à moindre coût, moins d'un demi pour cent du PIB dans les pays européens et ceci demeurera inférieur aux coûts supplémentaires engendrées par l'éloignement durable des jeunes chômeurs ayant perdu contact avec le marché du travail* ». Ce qui confirme le bien fondé de nos revendications.

Cependant, nous estimons qu'il reste un saut décisif à faire. Il est fondamental de passer à l'action. La gravité de la situation est telle qu'il est impossible de continuer à tergiverser. Nous veillerons de près le prochain rapport annuel sur la croissance et les recommandations qui seront faites aux Etats membres.

Nous demandons aux responsables politiques de ne pas se tromper de cible : ce ne sont ni le droit du travail, ni le dialogue social, ni l'Etat-Providence qui tuent la relance, mais plutôt l'addition des plans d'austérité, les centaines de milliards d'euros de coupes budgétaires, les augmentations de la TVA ainsi que les réductions des allocations sociales. Sous la pression de l'UE, nombre d'Etats membres ont fait ces choix. Certains Etats membres ont baissé les salaires, cherché à affaiblir la négociation collective et les institutions qui soutiennent le dialogue social, en remettant en cause le rôle des syndicats. Ils ont flexibilisé les marchés du travail et assoupli les règles en matière de licenciements collectifs et individuels. Ce qui se passe actuellement en Grèce, en Espagne, au Portugal, en Italie est très révélateur du fait qu'il s'agit d'une situation économiquement et socialement insoutenable et qu'il faut changer de cap.

Le temps est venu de tourner la page de l'austérité et définir une politique de relance concertée. Nous regrettons que ce dernier thème n'ait pas été inclus dans le programme de la conférence. Cela nous aurait permis de nous pencher sur les investissements nécessaires afin de développer l'économie verte, sur la manière de financer les emplois de demain dans les services sociaux dans les pays en récession et dans ceux qui appliquent de plans d'austérité drastiques. Nous aurions pu aussi aborder le thème de la création d'emplois pour les femmes, les jeunes et les travailleurs

âgés, dans un contexte de chômage massif. L'emploi demeure la priorité des priorités pour le syndicat européen et nous continuerons à nous battre afin que nos revendications soient prises en compte.

#### **Que propose la CES pour relancer l'économie et créer de l'emploi ?**

JN : Tout d'abord, il faut corriger les politiques d'austérité car elles contribuent à la destruction des emplois et ne relancent pas l'économie. Il est clair qu'aucune discussion sur une réforme de la politique de l'emploi ne pourra apporter des résultats concrets sans un changement radical de cap. Pour la CES, il est fondamental que l'accent soit mis sur la qualité et la pérennité des emplois créés.

Ceci nécessite des investissements conséquents, dans l'économie, dans les personnes, dans les entreprises et dans notre avenir à long terme. Pour y parvenir, nous appelons les responsables politiques à chercher des nouvelles sources de financement au niveau européen et à se concentrer sur des politiques industrielles favorisant une transition juste vers un modèle de développement durable.

Une attention particulière doit être consacrée à l'emploi des jeunes. Afin de désamorcer la bombe à retardement que constitue le chômage des jeunes, le syndicat européen est en faveur d'une « garantie jeunes » pour permettre à tous les jeunes d'Europe d'avoir accès à un emploi décent ou à des formations adéquates dans une période de quatre mois à compter du moment où ils se sont inscrits au chômage ou ont quitté l'école. De même, nous préconisons la mise en œuvre de politiques actives du marché du travail, y compris des initiatives pour soutenir les personnes ayant peu ou pas de liens avec le marché du travail. Il existe des secteurs porteurs d'emploi comme les services à la personne et les soins de santé ou l'économie verte qui pour être pleinement exploités nécessitent de l'investissement sur le long terme, notamment dans la formation et le développement des compétences. J'insiste sur la relation cruciale entre l'investissement et le long terme car elle représente la clé de voute de toute politique porteuse d'avenir. Notre vision alternative pour l'avenir de l'Europe a été bien résumée dans la proposition de Contrat social pour l'Europe que le Comité exécutif de la CES a adopté à l'unanimité en juin dernier. Nous invitons toutes celles et tous ceux qui souhaitent une Europe meilleure, plus juste et plus sociale à se joindre à nous pour débattre de cette proposition.



# [L'UE à la loupe et réactions syndicales]

## Sans fin mise à l'austérité collective, la politique de l'emploi ne créera pas de nouveaux postes

05/09/12 – A la veille de la conférence « Des emplois pour l'Europe » organisée par la Commission européenne sur la politique de l'emploi, la CES a appelé les responsables politiques européens à **accepter le fait que l'austérité est un échec et à adopter une approche différente**. Les dernières statistiques du chômage de l'UE sont désastreuses : le chômage a augmenté pratiquement chaque mois depuis un an, atteignant des niveaux record. Plus de 25 millions de personnes sont aujourd'hui sans emploi et, au-delà des statistiques, il y a des situations individuelles et collectives de frustration, de colère, de perte, de désespoir et, de plus en plus, de tragédies personnelles. **Pour le syndicat européen, face à une situation d'une telle ampleur, aucune politique de l'emploi ne peut compenser des politiques économiques défailtantes.**

Communiqué de presse de la CES : <http://www.etuc.org/a/10310>

## L'avenir du Portugal ne peut se fonder sur l'austérité

04/09/12 – A l'occasion de la cinquième mission d'évaluation du plan de sauvetage du Portugal par les représentants de la Troïka (Union européenne, Fonds monétaire international et Banque centrale européenne), la CES a tiré la sonnette d'alarme sur la poursuite des mesures d'austérité et ses effets négatifs sur la vie et l'avenir des travailleurs et citoyens portugais. La situation au Portugal montre clairement toutes les limites et l'inefficacité de l'austérité et des coupes budgétaires à répétition. Le syndicat européen a demandé à la Troïka d'en tirer les leçons, et de changer radicalement d'approche. « *Pour sortir durablement de la crise, il faut définitivement abandonner les mesures d'austérité. Il est temps de céder véritablement la place à des mesures favorisant une croissance durable, des emplois de qualité et des salaires décents, telles que celles proposées dans le Contrat social pour l'Europe* » a déclaré Bernadette Ségol.

Communiqué de presse de la CES : <http://www.etuc.org/a/10306>

## Le retrait du règlement Monti II rend la clause de progrès social plus urgente que jamais

04/09/12 – La CES a salué la décision de la Commission de retirer sa proposition d'un règlement Monti II. Le syndicat européen avait déjà rejeté cette proposition car elle limitait le droit de mener des actions collectives. Toutefois, le retrait de la proposition ne résout pas les problèmes créés par la Cour de justice européenne (CJ) par ses arrêts dans les affaires Viking et Laval. Pour la CES, il est plus urgent que jamais de trouver une solution à la situation actuelle car celle-ci empêche les travailleurs de pleinement jouir de leurs droits. A cet égard, le syndicat européen demande à la Commission de présenter une proposition de [protocole de progrès social](#) à joindre aux Traités européens. Un tel protocole devrait garantir que les droits sociaux fondamentaux ne puissent pas être limités par les libertés économiques.

Communiqué de presse de la CES : <http://www.etuc.org/a/10330>





# [ Calendrier de l'Union européenne ]

Septembre –  
Octobre 2012

|               |  |                                     |
|---------------|--|-------------------------------------|
| 07-08/09/2012 | Réunion informelle des ministres des affaires étrangères (Pafos)     | <a href="#">Plus d'informations</a> |
| 10-13/09/2012 | Session plénière du Parlement européen (Strasbourg)                  |                                     |
| 14-15/09/2012 | Réunion informelle des ministres de l'ECOFIN (Nicosie)               | <a href="#">Plus d'informations</a> |
| 16-17/09/2012 | Réunion informelle des ministres de l'énergie (Nicosie)              | <a href="#">Plus d'informations</a> |
| 19-20/09/2012 | Conseil Justice et affaires intérieures (Bruxelles)                  | <a href="#">Plus d'informations</a> |
| 18/09/2012    | Session plénière du Comité économique et social européen (Bruxelles) |                                     |
| 24/09/2012    | Conseil Affaires générales (Bruxelles)                               | <a href="#">Plus d'informations</a> |
| 04/10/2012    | Conseil Emploi et affaires sociales (Luxembourg)                     | <a href="#">Plus d'informations</a> |
| 04-05/10/2012 | Réunion informelle des ministres de l'éducation (Nicosie)            | <a href="#">Plus d'informations</a> |
| 08/10/2012    | Réunion de l'Eurogroupe (Luxembourg)                                 | <a href="#">Plus d'informations</a> |
| 09/10/2012    | Conseil ECOFIN (Luxembourg)  | <a href="#">Plus d'informations</a> |
| 10-11/10/2012 | Conseil Compétitivité (Luxembourg)                                   | <a href="#">Plus d'informations</a> |
| 15/10/2012    | Conseil Affaires étrangères (Luxembourg)                             | <a href="#">Plus d'informations</a> |
| 16/10/2012    | Conseil Affaires générales (Luxembourg)                              | <a href="#">Plus d'informations</a> |
| 18-19/10/2012 | Conseil européen (Bruxelles)   | <a href="#">Plus d'informations</a> |
| 22-25/10/2012 | Session plénière du Parlement européen (Strasbourg)                  |                                     |
| 25/10/2012    | Conseil Environnement (Luxembourg)                                   | <a href="#">Plus d'informations</a> |
| 25-26/10/2012 | Conseil Justice et affaires intérieures (Luxembourg)                 | <a href="#">Plus d'informations</a> |
| 29/10/2012    | Conseil Transports, télécommunications et énergie (Luxembourg)       | <a href="#">Plus d'informations</a> |



## [ Ça peut vous intéresser ]

### Lancement du site web « **Equal Times – News at work** »

Le site web d'actualité internationale « Equal Times, News at Work » est désormais accessible en ligne à l'adresse [www.equal-times.org](http://www.equal-times.org) en anglais, français et espagnol.

Equal Times est un site web, qui fait office à la fois de lieu d'échanges d'opinions et de plateforme de campagne interactive sur le travail, la politique, l'économie, le développement et l'environnement. Avec son réseau de plus de 50 correspondant(e)s

à travers le monde, il se propose de trouver un juste équilibre entre les actualités diffusées par les médias et les actualités qui informent les travailleurs(euses) sur ce qui se passe réellement dans le



monde. Sur le site internet d'Equal Times, tout lecteur a quotidiennement l'accès aux différentes actualités, accompagnées de trois témoignages à chaud. De même, des enquêtes approfondies seront disponibles chaque semaine, ainsi qu'un éditorial tous les lundis. Des rapports spécifiques seront également publiés à échéance hebdomadaire et mensuelle.

Plus d'informations :  
[www.equaltimes.org](http://www.equaltimes.org)



## [ Calendrier syndical ] Septembre – Octobre 2012

|               |   |                                     |
|---------------|---|-------------------------------------|
| 09-12/09/2012 | Congrès du Trades Union Congress (Brighton)   | <a href="#">Plus d'informations</a> |
| 13/09/2012    | Comité de direction de la CES (Bruxelles)   |                                     |
| 18/09/2012    | Réunion du Groupe II « Travailleurs » du Comité économique et social européen (Bruxelles) |                                     |
| 17/10/2012    | Comité de direction de la CES (Bruxelles)   |                                     |
| 17-18/10/2012 | Comité exécutif de la CES (Bruxelles)   |                                     |

Équipe éditoriale: ÉDITRICE RESPONSABLE: **Bernadette Ségol** • RÉDACTRICE EN CHEF: **Patricia Grillo** • RÉDACTEUR: **Daniele Melli**

**Faites connaître cette newsletter à vos contacts !**